

LA SHOAH EN EUROPE DU SUD-EST :

Les Juifs en Bulgarie et dans les terres sous administration bulgare (1941-1944)

ACTES DE COLLOQUE / 9-10 JUIN 2013

■ III. LES CONTROVERSES PUBLIQUES AUTOUR DE LA SHOAH DANS L'ANCIEN ET LE NOUVEAU ROYAUMES : POLITIQUES MÉMORIELLES ET CHIASME DES MÉMOIRES**NATIONALISER LA SHOAH ?
LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES
BULGARO-MACÉDONIENNES SUR L'HISTOIRE****Nadège Ragaru¹***Sciences Po (CERI)*

Rarement aura-t-on vu s'exposer plus crûment tant la profondeur des dissensions sur l'histoire que le mimétisme des présences institutionnalisées du passé (inauguration de monuments, déclarations, expositions, cénacles universitaires, etc.). Rarement des controverses mémorielles se seront-elles déployées sur autant de scènes emboîtées qu'à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la non-déportation des Juifs de Bulgarie en 1943 et de la déportation des communautés juives des territoires de Yougoslavie et de Grèce occupés par la Bulgarie. En mars 2013, en Bulgarie, en Macédoine, en Grèce, à Bruxelles, en Israël et aux États-Unis, entrepreneurs de mémoire, historiens savants ou profanes et élus de diverses obédiences cherchèrent, en une sombre clameur, à consacrer leurs lectures clivées de la guerre.

Dans le cadre de la présente communication, j'aurais souhaité envisager ces contentieux historiques en les replaçant dans le contexte des opérations de nationalisation concurrentielles d'un « passé fondateur »² dont elles me semblent relever. L'expression « nationalisation » désigne ici les processus au terme desquels l'événement de la Shoah, progressivement modelé en objet d'histoire et de commémoration, a été incorporé dans des récits nationaux rivaux, les destinées juives y étant volontiers érigées en métaphores des vertus héroïques ou des souffrances des nations titulaires. L'investigation embrasse dès lors conjointement les écritures de la Shoah et les remémorations publiques qui en ont été proposées. Ce faisant, trois arguments seront exposés. Premièrement, si - en Bulgarie comme en Macédoine - la mise en contemporanéité du passé de la Shoah ne saurait être isolée du cheminement ayant conféré à l'Holocauste une valeur référentielle dans les régimes mémoriels européens et internationaux, elle résulte aussi de la cristallisation autour de la seconde Guerre mondiale d'enjeux relatifs aux relectures post-communistes des histoires nationales, à la structuration des nouvelles compétitions partisans

1 L'auteur souhaite remercier Liljana Dejanova et Roumen Avramov pour leurs précieuses remarques sur une version antérieure de ce texte.

2 L'expression, due à Alon Confino, caractérise « un événement qui (...) incarne une rupture historique, qui ser[t] d'étalon moral et historique, de mesure des choses humaines » : Alon Confino, *Foundational Pasts. The Holocaust as Historical Understanding*, Cambridge: Cambridge University Press, 2012, p. 5-6.

[SOMMAIRE](#)[CITER CET ARTICLE](#)

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

et aux luttes entre acteurs se sentant habilités à énoncer une « vérité » sur le passé (militants de la mémoire, érudits, élus, etc.). Deuxièmement, ces entreprises concurrentes de façonnage du passé sont inséparables d'un mouvement de transnationalisation des récits de la Shoah auquel les communautés juives établies aux États-Unis et en Israël et les diasporas balkaniques non juives ont apporté une contribution majeure. En gauchissant le trait, on pourrait aller jusqu'à avancer que la transnationalisation constitue une modalité des nationalisations présentes des écritures historiennes et mémorielles de la Shoah. Elle entretient des affinités, d'une part, avec la renégociation des lieux depuis lesquels l'histoire de la guerre est dite et, d'autre part, avec les modulations de la topographie de la mémoire de l'Holocauste. Dès lors, et c'est le dernier point, l'examen des débats récents, replacés dans leur historicité, éclairera les engagements complexes de communautés juives souvent invoquées, voire convoquées, pour conforter les dogmes nationaux sur la guerre.

L'analyse procèdera en trois temps : un retour sur quelques-unes des scènes matérielles et immatérielles des controverses bulgarno-macédoniennes ouvrira sur une exposition des principaux désaccords historiographiques opposant acteurs publics et privés dans les deux États. De ces conflits l'on cherchera ensuite à restituer la profondeur historique pour apprécier les ruptures survenues dans les interprétations et figurations de la Shoah depuis la chute du communisme et l'éclatement yougoslave. Dans un dernier temps, la re-spatialisation des écritures de l'Holocauste sera envisagée à travers les sollicitations des voix juives (originaires) de Bulgarie et de Macédoine.

DEUX GUERRES SI DIFFÉRENTES : LES DÉBATS PUBLICS SUR LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Deux dynamiques transversales sous-tendent les conflits historiques et mémoriels bulgarno-macédoniens : la première tient à l'annexion du passé de la Shoah à une œuvre d'édification de la nation ; la seconde réside dans la valorisation de la topique de la « tolérance nationale ». En Bulgarie comme en Macédoine, l'écriture publique de la Shoah et ses mises en scène mémorielles, loin de favoriser une réflexivité critique, ont participé d'entreprises de consolidation des imaginaires nationaux dominants.

Scènes de bataille : figurations du passé à l'occasion du 70^e anniversaire des événements de mars 1943

Le calendrier des jubilés, des octrois du titre de « Juste parmi les nations » et des initiatives commémoratives avait, depuis deux décennies, scandé les étapes des dissensions bulgarno-macédoniennes sur la Shoah. Le soixante-dixième anniversaire a toutefois marqué une apogée, ne serait-ce qu'en raison de l'étiement spatio-temporel imposé aux commémorations³. En Bulgarie plus encore qu'en Macédoine, la corolle

3 Sur cette question, voir Nadège Ragaru, « Diviser et commémorer en Europe: le 70^e anniversaire du sauvetage et des déportations juives depuis les terres sous administration bulgare », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 45 (3), 2014 (à paraître).

**■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru**

des expositions, conférences et rencontres publiques excéda même l'année calendaire puisque, entamée à l'automne 2012 (avec une conférence à l'université de Sofia), elle s'acheva en décembre 2013 (sur un colloque tenu dans l'hôtel Crystal Palace de Sofia). En parallèle, la topographie des cérémonies ne cessait de re-pondérer les ordres de grandeur physique, opérant une sorte de miniaturisation des Balkans à la faveur de déplacements en Europe et outre-Atlantique. En janvier 2013, les pouvoirs publics bulgares inauguraient à Genève une exposition intitulée « Un choix difficile d'importance majeure : le sort des Juifs bulgares, 1943 ». Celle-ci, après avoir fait halte à Bruxelles et Vienne, achevait son périple au mois de décembre 2013 au *Peres Center for Peace* de Tel Aviv. En parallèle, élus macédoniens et bulgares portaient leurs lectures dissemblables de l'année 1943 au sein des instances européennes, des organisations internationales (l'UNESCO notamment, où le président Plevneliev délivra un discours le 28 janvier 2014), en Israël et aux États-Unis (les protagonistes bulgares mobilisant le soutien de l'*Anti-Diffamation League*, leurs homologues macédoniens, celui du *United States Holocaust Memorial Museum*).

Deux performances visuelles de ces contentieux méritent que l'on s'y arrête pour ce qu'elles révèlent des arènes de la controverse, des registres argumentatifs et des stratégies d'internationalisation retenus. La première fait dialoguer fictions cinématographiques et télévisuelles ; la seconde concerne l'inscription toponymique des lieux. Au premier frisson de l'automne 2011, les media bulgares se faisaient l'écho du tournage par le réalisateur macédonien Darko Mitrevski d'un film, *Treto poluvreme* (La troisième mi-temps), relatant les destinées d'une équipe de football macédonienne pendant l'occupation bulgare et, à travers elles, la tragédie des Juifs de Macédoine. Les subventions publiques accordées à l'œuvre, la visite des lieux de tournage par le Premier ministre Nikola Gruevski leur semblaient accréditer la thèse selon laquelle l'œuvre participait d'une entreprise de dénigrement de la Bulgarie⁴. En novembre 2011, trois députés européens bulgares (Evgeni Kirilov, Andrej Kovačev et Stanimir Ilčev) s'en émouvaient auprès du Commissaire européen à l'élargissement, Stefan Füle. Membre de l'Union européenne (UE) depuis 2007, l'État bulgare sait combien son appartenance peut constituer un vecteur d'influence, singulièrement dans les relations avec un pays candidat espérant l'ouverture de pourparlers d'adhésion. L'un des paramètres les plus intéressants concerne ici les termes dans lesquels le contentieux fut qualifié par les élus bulgares. Plutôt que d'ouvrir un débat sur la Shoah (sujet sensible dans les arènes communautaires, les « nouveaux membres » est-européens étant volontiers soupçonnés de minorer les violences de la Shoah au regard des crimes du communisme), les parlementaires bulgares décidèrent d'évoquer une « instrumentalisation politique » de l'histoire et s'inquiétèrent des relations de « bon voisinage » dans les

4 Le film fut sélectionné par l'Association macédonienne des professionnels du film pour représenter la Macédoine aux Oscars de la meilleure fiction étrangère en septembre 2012 : voir <http://www.filmfund.gov.mk/News/The-Third-Half-Official-Macedonian-Oscar-Submission>

**■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru**

Balkans, deux thématiques-phare des discours européens⁵. Le récit de l'anecdote serait incomplet si l'on omettait de mentionner qu'au printemps 2013 la télévision nationale bulgare diffusait à son tour une série télévisuelle, *Ne-dedanite* [Ceux qui ne furent pas livrés], écrite en consultation avec l'historienne et archiviste Vanja Gezenko. En Bulgarie même, les spectateurs y virent une réponse à *Treto poluvreme*, certains bloggeurs s'indignant qu'elle présentât la société bulgare sous un jour si négatif (l'existence d'actes antisémites y était évoquée) qu'elle aurait offert au film macédonien moins une réplique qu'une suite⁶.

Avec la seconde initiative mémorielle, nous quittons le terrain de la visualisation immatérielle du passé pour entrer dans le jeu éprouvé du marquage onomastique des lieux. Nous nous déplaçons également des enceintes européennes vers les États-Unis en un mouvement révélateur de l'extension spatiale des querelles bilatérales. À l'automne 2012, l'ambassade de Bulgarie à Washington projetait d'attribuer à un croisement sis non loin de la représentation diplomatique le nom de Dimităr Pešev. Contactée, la municipalité de Washington sollicitait l'expertise de l'*United States Holocaust Memorial Museum* qui émettait un avis défavorable : dans le courrier signé par l'ambassade, la Bulgarie figurait à tort comme pays « occupé » par l'Allemagne nazie (et non comme « allié ») ; surtout, en célébrant une seule face de la politique bulgare, l'initiative était vue comme risquant d'entraver le débat public sur les responsabilités bulgares dans la Shoah⁷. Que le changement d'assignation identitaire des lieux ait été finalement concrétisé le 12 novembre 2013 ne modifie guère les enseignements offerts par cet épisode : les contentieux bulgaro-macédoniens se jouent désormais sur des scènes globales qui mobilisent - outre des survivants et descendants de victimes de la Shoah, des historiens et des acteurs politiques - les grandes institutions mémorielles internationales. Leurs dissensions portent sur des enjeux historiographiques qu'il convient maintenant de cerner plus avant.

Des acteurs et de la causalité des déportations : déclinaison des désaccords bulgaro-macédoniens

Au risque de ne pas restituer justement toutes les nuances des débats publics bulgare et macédonien, il est possible d'en esquisser plusieurs motifs récurrents. Ceux-ci concernent l'exercice de la souveraineté sur les territoires occupés, l'autonomie décisionnelle des Bulgares face à l'Allemagne nazie, la politique bulgare

5 Voir l'entretien donné par le député Andrej Kovačev à l'agence Fokus, 02.12.2011, à l'adresse : <http://www.andrej-kovatchev.eu/bg/news/view/3/2235>. Le lobbying diplomatique bulgare n'a pas été sans effet, puisque le rapport annuel de la Commission européenne de 2012 sur la Macédoine a appelé à « renforcer le dialogue pour surmonter de possibles malentendus et des perceptions différentes concernant des enjeux fondés sur l'histoire, la culture et l'ethnicité. » En décembre 2012, c'est également en ces termes que la Bulgarie a argumenté ses réticences à voir s'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Macédoine. Voir European Commission, *Commission Staff Working Document, The Former Yugoslav Republic of Macedonia, 2012 Progress Report*, Brussels, 10.10.2012, SW (2012) 332, p.19 et Gerald Knaus, « Macedonia and the EU Council Conclusions », *Balkan Insight*, 13.12.2012.

6 Voir l'article posté par Martin Jankov à l'adresse : <http://podmosta.bg/nedaenite/#respond> (13.09.2013). La presse bulgare a rapporté l'insatisfaction de militants de la mémoire israéliens originaires de Bulgarie, Samuel Arditi et Dora Dabaš, devant la représentation de la société et des Juifs de Bulgarie (aux profils trop « ashkénazes » pour être « sépharades »...) dans la série : Silviya Abdala, « Naši v Izrael vasmuteni ot 'Nedadenite' » [Les nôtres en Israël outrés par 'Nedadenite'], *24 Časa*, 27.03.2013.

7 Eric Tucker and Randy Hershhaft, « Bulgarian honor bid in DC stirs Holocaust debate », AP, 07.05.2013.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

de la citoyenneté et l'attribution des responsabilités historiques dans la Shoah. Notons qu'il s'agit ici de faire saillir des représentations dominantes dans l'espace public, non de rendre compte du renouveau historiographique observé en Bulgarie⁸, ni même de l'existence de voix bulgares militant en faveur d'une reconnaissance par l'État bulgare de son rôle dans l'Holocauste⁹.

Quel fut le statut juridique des territoires occupés : des terres annexées relevant pleinement de la juridiction bulgare ou des régions temporairement administrées où les décisions auraient dépendu en dernier ressort de l'Allemagne ? Aux yeux des acteurs publics macédoniens, la Bulgarie exerça sans conteste une pleine souveraineté sur la Macédoine à travers sa présence militaire et administrative, ainsi que l'imposition de sa législation. Comme l'a rappelé la déclaration du Parlement bulgare du 8 mars 2013, les pouvoirs publics bulgares maintiennent, eux, qu'à la différence de la Dobrudža du sud, cédée par la Roumanie en septembre 1940, les territoires de Macédoine, de Thrace et de Pirot ne relevèrent pas de la juridiction bulgare, de sorte que les autorités locales ne purent s'y opposer à la déportation voulue par l'Allemagne nazie. Auteur d'un libelle largement médiatisé au moment du soixante-dixième anniversaire, l'historien amateur Spas Tašev souligne en outre que la Macédoine dépendait du commandement militaire allemand basé à Belgrade et que des soldats allemands y restèrent déployés durant tout le conflit¹⁰. Certains auteurs bulgares concèdent une administration *de facto* de la Macédoine tout en évoquant un exercice conjoint de la souveraineté et en affirmant que l'incertitude sur les règlements territoriaux d'après-guerre aurait limité la marge de manœuvre des responsables bulgares.

Ce qui nous conduit au second point, à savoir la nature de l'alliance entre la Bulgarie et l'Allemagne. Pour apprécier la distance qui sépare postures publiques bulgare et macédonienne sur cette question, il convient de rappeler que certains protagonistes bulgares qualifient encore l'alliance « d'occupation allemande de fait »,

8 Ce renouveau est associé à des figures telles que Nadja Danova, Roumen Avramov, Nikolaj Poppetrov, Ivan Hadžijski, historiens, et Liljana Dejanova, sociologue.

9 La journaliste Emmy Barouh fut parmi les premières à se prononcer au début des années 2000 en faveur d'une telle reconnaissance. Le Comité Helsinki bulgare (*Balgarski Helsinki Komitet*) milite également en ce sens, tout comme plusieurs représentants de la nouvelle historiographie bulgare : voir *Deklaracija na BHK vāv vrāzka s deklaracijata na 41-to Narodno sābranie na Republika Bālgarija po povod 70-godišninata ot spasjavaneto na bālgarskite evrei i počitane pametta na žertvite na Holokosta* [Déclaration du CHB en relation avec la déclaration de la 41^e Assemblée nationale de la République de Bulgarie à l'occasion du 70^e anniversaire du sauvetage des Juifs bulgares et de l'hommage aux victimes de la Shoah], Sofia, 08.03.2013 ; voir aussi l'entretien accordé par Roumen Avramov au journal *Kultura* : « Za čoveškata cena na nacionalnija ideal » [Du coût humain de l'idéal national], *Kultura*, 19.04.2013, à l'adresse : <http://www.kultura.bg/bg/article/view/20873>; Nadja Danova, « Dālgata sjanka na minaloto. Deportacijata na evreite ot Zapadna Trakija, Vardarska Makedonija i Pirot : sāstojanie na proučvaneto na problema » [La longue ombre du passé. La déportation des Juifs de Thrace occidentale, de Macédoine du Vardar et de Pirot : état des recherches sur la question], in : Nadja Danova i Roumen Avramov, *Deportiranjeto na evreite ot Vardarska Makedonija, Belomorska Trakija i Pirot, mart 1943 g. Dokumenti ot bālgarskite arhivi* [La déportation des Juifs de Macédoine de Vardar, de Thrace égéenne et de Pirot, mars 1943. Documents des archives bulgares], Sofia: Obedineni izdateli, 2 vol., 2013, p.36-65 et Roumen Avramov, « Četejki arhivite na deportacijata » [À la lecture des archives de la déportation], in : Nadja Danova i Roumen Avramov, op. cit., p.11-35.

10 Spas Tašev, *Holokostāt vāv Vardarska Makedonija i Belomoriето prez 1943 g. i negovoto sāvremenno izmerenie* [L'Holocauste en Macédoine du Vardar et en Thrace en 1943 et ses dimensions contemporaines], Sofia : n.d., 2012. Le leader de la VMRO, une petite formation nationaliste bulgare, Krasimir Karakačanov, alla jusqu'à affirmer : « La Macédoine et la Thrace étaient à cette époque-là sous juridiction allemande et la Bulgarie se contentait de les administrer. Les documents d'époque, y compris allemands, montrent clairement qui est responsable [du sort] des Juifs de Macédoine et de Thrace. Il s'agit du Troisième Reich. » : Dimitrina Černeva, « Krasimir Karakačanov : Pozorno e da se otriča, če Bālgarija e geroičen spasil na evreite si » [Krasimir Karakačanov : il est ignominieux de nier que la Bulgarie est le sauveur héroïque de ses Juifs], *Portal Kultura.Bg*, 30.01.2013.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

une formulation récemment reprise par le président de l'Organisation des Juifs de Bulgarie « Šalom », Maksim Benvenisti¹¹. De la subordination bulgare à l'Allemagne nazie, les défenseurs d'une telle lecture veulent pour preuve le détachement à Sofia du *Hauptsturmführer SS* Theodor Dannecker, représentant spécial d'Eichmann chargé de superviser la préparation des déportations. Afin d'asserter l'existence d'une réticence (impuissante) du régime bulgare, ils citent *ad nauseam* un rapport de l'ambassadeur d'Allemagne en Bulgarie, Adolf-Heinz Beckerle, regrettant l'incapacité des Bulgares à professer un antisémitisme racial. Concédant une participation des policiers et militaires bulgares aux arrestations, ils en attribuent l'initiative à l'Allemagne, avançant parfois la thèse de « l'échange » tragique : l'abandon des Juifs des territoires occupés aurait constitué la condition *sine qua non* du sauvetage des Juifs bulgares.

A contrario, historiens et responsables publics macédoniens égrènent les preuves de la responsabilité bulgare : ils soulignent les motifs vilement pécuniaires des administrateurs locaux et de l'État¹² ; ils détaillent la méticuleuse organisation des persécutions antijuives et des déportations¹³ ; ils rappellent les accords signés entre la compagnie des chemins de fer bulgare et le Commissariat aux affaires juives, les violences des rafles et les conditions inhumaines de détention à Skopje, Gorna Džumaja ou Dupnica¹⁴. Éloquentes sont à cet égard les descriptions du camp de transit de Skopje : là où les défenseurs d'une mémoire bulgare héroïque ne voient aux abords du camp qu'agents de la Gestapo et officiers allemands, minimisant la contribution bulgare¹⁵, leurs homologues macédoniens rappellent la présence policière bulgare et les viols que ses agents commirent¹⁶.

L'interprétation de la politique de la citoyenneté, troisième site de discord, constitue l'un des paramètres informant les débats sur l'engrenage ayant conduit aux déportations : tous les observateurs s'accordent à souligner que la non attribution de la citoyenneté bulgare aux Juifs des territoires occupés priva ces derniers d'une

11 Maksim Benvenisti déclarait le 9 mars 2013 à Kjustendil : « En mobilisant ses collègues du parti au pouvoir afin qu'ils se dressent contre une décision prise non dans les conditions d'une démocratie, mais dans celles d'une occupation de fait (*praktičeska okupacija*) de la Bulgarie par l'Allemagne nazie, Dimităr Pešev a pris des risques qui allaient au-delà du poste perdu. » Voir Dima Kirilova, « V Kjustendil početoha tăržestveno spasjavaneto na bālgarskite evrei » [A Kjustendil fut célébré le sauvetage des Juifs bulgares], *Dariknews.bg*, 08.03.2013.

12 Jasminka Namicheva, « Human Fate Clenched Between a Yellow Badge and a Paper Envelope – A Kaleidoscope of the Jewish Holocaust in Macedonia », in: Sofija Grandakovska (ed.), *The Jews from Macedonia and the Holocaust. History, Theory, Culture*, Skopje: Euro Balkan Press, 2011, p.439-456.

13 Sofija Grandakovska a ainsi reproduit des images d'actualités cinématographiques bulgares (*Kino pregled*, 16/41) qui montrent le ministre de l'Intérieur bulgare assistant à une compétition sportive à Skopje. Le commentaire souligne le contraste entre l'événement « ludique » de 1941 et la préparation des déportations de 1943, l'écrasement du temps ici opéré accentuant le sentiment d'effroi : « Des extraits des préparations en vue de l'organisation de jeux sportifs à Skopje, soi-disant la plus belle cité de Bulgarie, capturent la présence de la symbolique nazie hitlérienne avec les drapeaux arborant la croix gammée, la cérémonie de l'armée bulgare préparant l'arrivée de Petăr Gabrovski, et la foule en transe des citoyens de Skopje mobilisés qui saluent frénétiquement Hitler. (...) Alors que les occupants bulgares en Macédoine organisent un accueil formel et assistent à l'événement sportif, en arrière-plan ils préparent en secret la mise en œuvre stratégique du plan pour la Solution finale des Juifs macédoniens ». Voir Sofija Grandakovska, « Homage [sic] on the Irony of Evil and on the Historical, Cultural and Theoretic Memory of the Holocaust. Foreword », in: Sofija Grandakovska (ed.), op. cit., p.XLVI et WLVII.

14 Dès 1972, l'historien américain Frederic Chary avait décrit avec une précision chirurgicale les arrestations en territoires occupés, soulignant la cruauté particulière des rafles et pillages à Pirot en Serbie : Frederic Chary, *The Bulgarian Jews and the Final Solution, 1940-1944*, Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 1972, p.101-128. En sa première phase, l'historiographie communiste bulgare soutint une lecture proche au nom de la dénonciation des crimes du « fascisme ». Elle l'abandonna sous Todor Jivkov dans le contexte de la réaffirmation nationale du régime. Voir la section « Bulgarie, les héros changeants d'un passé de 'rectitude morale' » ci-après.

15 Spas Tašev, op.cit., p.15-16.

16 Témoin le projet d'aménagement du Musée Mémorial de l'Holocauste des Juifs de Macédoine exposé dans la contribution de Michael Berenbaum à ce volume.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

éventuelle protection étatique¹⁷. Mais comment expliquer ce choix ? Aux termes du « Décret sur la nationalité dans les terres libérées en 1941 » du 5 juin 1942, « tous les citoyens yougoslaves et grecs d'origine non bulgare qui, le jour de l'entrée en vigueur du décret, sont résidents dans les terres libérées en 1941 deviennent citoyens bulgares...Ce décret ne concerne pas les personnes d'origine juive » (art.4)¹⁸. Observer que ce paragraphe découle de la Loi sur la défense de la nation (qui, interdisant à des personnes d'origine juive de recevoir la citoyenneté bulgare, visait à prévenir des naturalisations de Juifs étrangers), ne saurait suffire à expliquer un tel arbitrage. À l'argumentaire des pressions allemandes, des témoins macédoniens opposent l'intentionnalité des choix de l'occupant : « Tous les autres habitants de la ville [de Bitola] devinrent citoyens bulgares, rappelle ainsi l'ancienne résistante, Žamila Kolonomos. Mais les Juifs restèrent citoyens de Yougoslavie. De cette façon les Bulgares pouvaient nous faire tout ce qu'ils voulaient »¹⁹.

Une configuration connexe est convoquée pour contrer la thèse selon laquelle l'État bulgare aurait, à défaut de parvenir à protéger tous les Juifs placés sous son gouvernement, veillé à défendre ses citoyens. Au printemps et à l'été 1942, l'Allemagne demandait aux autorités bulgares de fournir des listes de Juifs bulgares résidant sur le territoire de son allié ou dans les États occupés par lui. Plusieurs centaines de Juifs bulgares (140 depuis la seule France) furent alors livrés aux Allemands, déchus de leur nationalité et ultérieurement envoyés vers les camps de la mort²⁰. C'est sur un autre segment du passé que les défenseurs d'une lecture bienveillante de l'action bulgare s'arrêtent : ils rappellent que les Juifs bulgares arrêtés en Macédoine au cours de la rafle du 11 mars 1943 furent ultérieurement libérés. Spas Tašev va jusqu'à affirmer que « seuls des Bulgares entreprirent des actions pour sauver les Juifs macédoniens emprisonnés »²¹. Référence est également faite aux visas de transit délivrés par l'État bulgare à des Juifs d'Europe centrale fuyant les persécutions en 1940-1941²².

Chaque jalon du débat mène vers une ultime interrogation : qui devrait endosser la responsabilité des événements de mars 1943 ? Récemment, Michael Berenbaum, consultant du Musée Mémorial de l'Holocauste de Skopje, appelait l'État bulgare à assumer le triple rôle de « part murderer, part persecutor, part rescuer »²³. Le spectre des positions défendues en Bulgarie est large : certains auteurs s'emploient à imputer les déportations à des individualités de « rang inférieur », oubliant que l'accord Dannecker-Belev du 22 février 1943 fut confirmé par les décrets d'application adoptés par le gouvernement début mars 1943. Quelques protagonistes concèdent une responsabilité du gouvernement Filov, du ministre de l'Intérieur et du Commissariat aux affaires juives, mais leur

17 Sofija Grandakovska, « On the Question of Citizenship and Deportation of the Jews from Macedonia », Communication dans le cadre de la conférence « War, Shoah and Rescue: Bulgaria and the Jews Before, During, and After World War II », Université Bar-Ilan, 28 mai 2013.

18 Dăržaven vestnik, 24, 10.06.1942.

19 Cité dans Michael Berenbaum, « How are We to Understand the Role of Bulgaria? », communication présentée lors de la conférence « Da opoznaem minaloto si » [Connaitre son passé] organisée par le Comité Helsinki bulgare, Sofia, 5-7.10.2013, p.7.

20 Frederic Chary, op. cit., p.51; Jens Hoppe, « Juden als Feinde Bulgariens? Zur Politik gegenüber den bulgarischen Juden in der Zwischenkriegszeit », in : Dittmar Dahlmann und Anke Hilbrenner (hrsg.), *Zwischen grossen Erwartungen und bösem Erwachen : Juden, Politik und Antisemitismus in Ost- und Südosteuropa 1918-1945*, Paderborn : Schoeningh, 2007, p.233.

21 Spas Tašev, op. cit., p.17. L'on notera que l'auteur inclut ici des militants de la VMRO de Macédoine.

22 Voir les interventions de Vanja Gezenko et Shlomo Shealtiel en marge de l'exposition de décembre 2013 à Tel Aviv.

23 Michael Berenbaum, op. cit., p.1.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

oppose l'existence d'une « autre Bulgarie » incarnée par les opposants à la déportation. Ils refusent que l'État soit estimé comptable des actes commis par un gouvernement. La tenue en 1945 de procès pour antisémitisme au terme desquels plusieurs responsables des politiques antijuives furent condamnés est citée comme preuve que les notions « d'État » et de « gouvernement » ne sauraient être confondues. En mars 2008, le président socialiste Georgi Părvanov avait, au cours d'une visite en Israël, semblé esquisser un geste de reconnaissance²⁴. Cinq ans plus tard, en janvier 2013, le Premier ministre Bojko Borisov (droite populiste) interrogé par un journaliste sur l'éventualité de présenter des excuses feignait de ne pas comprendre la question: « Que nous présentions nos excuses pour avoir sauvé 50 000 Juifs ? » ; « Non, pour leur 12 000 » répondait le journaliste, démuni²⁵.

Au-delà de ces clivages, force est de constater l'existence d'une paradoxale convergence entre discours bulgares et macédoniens lorsqu'il s'agit d'aborder le thème de la coexistence intercommunautaire multiséculaire. En 1999, le philosophe d'origine bulgare Tzvetan Todorov, lui-même, se faisait l'écho de cet imaginaire de la « tolérance nationale »²⁶, omettant que l'adhésion des élites bulgares à la fiction d'une unité nationale a été à l'origine de violences récurrentes à l'encontre des minorités (principalement turques et musulmanes, grecques aussi, plus rarement juives) depuis la sortie de l'Empire ottoman²⁷. La variation macédonienne sur cette partition accentue l'adhésion des Juifs au projet national macédonien, leur contribution au soulèvement de la Saint-Élie (1903), aux guerres balkaniques et aux conflits mondiaux ; pour expliquer la rareté des situations dans lesquelles des Macédoniens vinrent au secours de leurs concitoyens juifs pendant la seconde Guerre mondiale, elle évoque l'absence de souveraineté étatique et la rapidité des rafles. Si quelques écrits sont venus interroger l'automaticité des solidarités entre Juifs et non-Juifs²⁸, la thématique dominante reste celle d'une absence d'antisémitisme macédonien, voire d'une affinité élective entre des peuples qui auraient en partage une commune expérience victimaire. Le 12 mars 2013, le président de l'Académie macédonienne des sciences Vlado Kambovski indiquait ainsi : « Le peuple macédonien est celui qui comprend le mieux le sort tragique des Juifs parce qu'il a connu une expérience historique semblable, étant soumis à une destruction biologique et nationale », avant que la responsable du Fonds de l'Holocauste des Juifs de Macédoine Lijana Mizrahi n'évoque les solidarités intercommunautaires des célébrations annuelles du 11 mars, « fêtées avec les amis

24 Yossi Melman, « Bulgaria accepts blame for deaths of 11,000 Jews in Shoah », *Haaretz*, 28.03.2008.

25 Entretien réalisé le 13 janvier 2013 sur TV +, retranscrit à l'adresse: <http://www.segabg.com/article.php?id=632741>

26 Le philosophe écrivait ainsi : « L'orgueil national fort n'est pas le trait distinctif des Bulgares, je l'ai dit en commençant et on peut le regretter parfois ; mais en l'occurrence il semble que c'est bien cette faiblesse qui est responsable de leur relative tolérance envers leurs propres minorités, de leur refus de trouver parmi elles des boucs émissaires, de l'absence d'un sentiment de supériorité sur les autres ». Tzvetan Todorov, *La fragilité du bien. Le sauvetage des Juifs bulgares*, Paris : Albin Michel, 1999, p.43.

27 Pour une lecture critique de la vision de la Bulgarie comme pays « sans antisémitisme », voir la contribution de Nikolaj Poppetrov à ce volume. Sur les minorités musulmanes, voir Evgenija Ivanova, *Othvärälenite « priobštēni », ili procesät narečen « väzroditelen », 1912-1989*, Sofia : Fondacija liberalna integracija, 2011 (1^{re} éd. 2002) ; Mihail Gruev i Aleksej Kaljonski, *Väzroditelen proces: Mjusjulmanskite obštnosti i komuničeskijat režim* [Le processus de Renaissance'. Les communautés musulmanes et le régime communiste], Sofia : Siela, 2008.

28 Dans ses mémoires, l'ancienne partisane Žamila Kolonomos a évoqué la désorganisation, voire la faible diligence, d'unités de partisans sollicitées pour accueillir des Juifs fuyant les déportations imminentes : Jamila-Andjela Kolonomos, *The Resistance Movement and the Jews from Macedonia*, Skopje: Holocaust Fund for the Jews from Macedonia, 2013, p.26-27.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

des Juifs, Albanais, Macédoniens, Turcs, Valaques, Serbes et autres »²⁹. Ces représentations bulgares et macédoniennes de la « tolérance ethnique » font sans doute obstacle à une étude plus fine des réceptions des politiques antijuives dans l'« ancien » comme le « nouveau » royaumes, singulièrement de leur volet économique³⁰.

Pour élucider les conditions de sédimentation des désaccords exposés à l'occasion du soixante-dixième anniversaire, il nous faut maintenant remonter le sillon des écritures historiennes et commémoratives. Ce cheminement mettra en lumière les missions attribuées à l'histoire et les reconfigurations impulsées par l'ébranlement de 1989-1991 dans les deux pays.

LES DESTINÉES JUIVES AU CŒUR DE PRODUCTIONS CONCURRENTES DE LA NATION EN BULGARIE ET EN MACÉDOINE

Rendues à leur profondeur historique, les controverses bulgaro-macédoniennes donnent à voir une situation dans laquelle le passé de la Shoah a été promu au cœur des narrations historiques sous l'effet d'entreprises de façonnage identitaire cousues sur des ruptures politiques. La chute du communisme en 1989, l'éclatement de la Yougoslavie en 1991 marquent à cet égard des discontinuités dont les effets sur l'institutionnalisation du passé ne s'apprécieront pleinement qu'au cours des années 2000, singulièrement en Macédoine. L'un des contrastes entre les cas étudiés réside en ceci qu'en Macédoine yougoslave, constructions républicaine et nationale furent des processus conjoints. Au-delà des césures politiques, la fondation d'un État indépendant en 1991 a dès lors poursuivi le travail identitaire opéré à l'époque yougoslave. Ce paramètre éclaire la persistance initiale de certains motifs dans les lectures de la guerre et de l'Holocauste. La carte nationale est jouée différemment en Bulgarie où la période communiste a accompagné le deuil du rêve d'une « grande Bulgarie ». Envisagée depuis les périmètres d'une « petite Bulgarie », la Shoah (i.e. lire « le sauvetage ») y constitue un site de cristallisation des luttes visant à établir la vérité d'un xx^e siècle déchiré entre « fascisme » et « communisme ».

La Shoah en Macédoine: la macédonisation des souffrances et de la résistance

À l'époque titiste, la communauté juive de Macédoine était restée aux marges de l'histoire de la Shoah yougoslave³¹. En Macédoine même, la description des destinées juives avait épousé les tropes du récit

29 Interventions de Vlado Kambovski et Liljana Mizrahi lors de la conférence « The 70th Anniversary of Jewish Deportation from Macedonia » organisée par l'Académie macédonienne des sciences et des arts (MANU), à Skopje le 12 mars 1943.

30 Sur ce point, voir Roumen Avramov, *'Spasenie' i padenie. Mikroekonomika na dържавnija antisemitizъм v Bълgaria, 1940-1944* [« Sauvetage » et déchéance. Microéconomie de l'antisémitisme d'État en Bulgarie, 1940-1944], Sofia: U.I. « Sv. Kliment Ohridski », 2012.

31 Jovan Džulibrk, *Istoriografija Holokausta u Jugoslaviji* [L'historiographie de l'Holocauste en Yougoslavie], Beograd: Univerzitet u Beogradu, 2011 ; Jovan Byford, « Between Marginalization and Instrumentalization: Holocaust Memory in Serbia since the Late 1980s », in : John-Paul Himka and Joanna Beata Michlic (eds.), *Bringing the Dark Past to Light. The Reception of the Holocaust in Postcommunist Europe*, Lincoln: University of Nebraska Press, 2013, p.516-548 ; Mark Biondich, « Representations of the Holocaust and Historical Debates in Croatia since 1989 », in : John-Paul Himka and Joanna Beata Michlic (eds.), op. cit., p.131-165; Francine Friedman, « Contemporary Responses to the Holocaust in Bosnia and Herzegovina », ibid., p.83-107.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

inter-républicain : le désir de fonder la nouvelle Yougoslavie en imposant silence aux violences intercommunautaires de la guerre conduisit à valoriser la fraternité entre peuples et, par extension, la solidarité entre Juifs et non Juifs. Peut-être plus encore que dans les républiques où subsistait de plus larges communautés juives, ce choix s'accompagna d'une relative dé-singularisation de l'expérience juive : dans la narration dominante, les Juifs figurèrent principalement en tant que partisans, une énonciation facilitée par la large représentation des résistants parmi les survivants³². La politique commémorative macédonienne fut de même élaborée en harmonie, si ce n'est en synchronie, avec le reste de la Yougoslavie³³ : hommage était ainsi rendu aux Juifs de Bitola en 1958, de Skopje en 1961 et de Štip en 1985.



Illustration 4

Le monument édifié en 1958 à Bitola (Macédoine) en hommage aux victimes de la Shoah. © Ghetto Fighters' House Museum/Israel/Photo Archive.



Illustration 5

Cérémonie d'inauguration d'un monument dédié aux victimes de la Shoah dans la section juive du cimetière de Butel à Skopje (Macédoine) en mars 1961. © Ghetto Fighters' House Museum/Israel/Photo Archive.

32 Sur l'historiographie macédonienne, voir la contribution de Stefan Troebst à ce volume, ainsi que l'excellent Holly Case, « The Combined Legacies of the 'Jewish Question' and the 'Macedonian Question' », in: John-Paul Himka and Joanna Beata Michlic (eds.), op. cit., p.352-376.

33 Dès 1952, à l'initiative de l'Union des communautés juives de Yougoslavie, des monuments avaient été érigés dans les cimetières juifs de Belgrade, Zagreb, Sarajevo, Novi Sad et Djakovo. Emil Kerenji a montré que ce projet participait d'un double effort pour commémorer une victimité juive et pour l'inscrire dans le récit yougoslave sur la guerre, favorisant ainsi le développement d'une « manière 'juive' d'être yougoslave » (*a way of being Yugoslav in a Jewish way*). La même année paraissait un ouvrage, édité sous la direction de Zdenko Levental, documentant l'extermination des Juifs de Yougoslavie : voir Emil Kerenji, « Jewish Citizens of Socialist Yugoslavia: Politics of Jewish Identity in a Socialist State, 1944-1974 ». A dissertation submitted in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of Philosophy (History), The University of Michigan, 2008, esp. chapitre VI « From Victimhood to Citizenship: The 1952 Monuments to "Jewish Victims of Fascism" as a Path to Socialist Yugoslavism and New Jewishness », p.179-236 (p.185) ; voir par ailleurs Zdenko Levental (dir.), *Zločini fašističkih okupatora i njihovih pomagača protiv Jevreja u Jugoslaviji*, Belgrade: Savez jevrejskih opština Jugoslavije, 1952. L'auteur souhaite remercier Emil Kerenji et Jaklina Naumovska pour leur aide dans l'authentification de photographies prises lors de ces cérémonies.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

Les historiens locaux ne furent toutefois pas seulement missionnaires du projet yougoslave ; ils servirent également l'édification nationale d'une Macédoine dotée d'une République fédérale en 1944. Or, de cette entreprise, la seconde Guerre mondiale constitua d'entrée une clé de voûte. Là où les Bulgares dépeignaient l'occupation comme une émancipation par rapport au « joug serbe » d'entre-deux-guerres, l'historiographie macédonienne dressait un réquisitoire sans pitié contre les destructions infligées par la « Bulgarie fasciste ». Loin de reconnaître les appartenances locales, l'État bulgare aurait entrepris de « dé-nationaliser » le peuple macédonien en lui imposant une conscience bulgare étrangère³⁴. À l'exception notable des travaux d'Aleksandar Matkovski³⁵, cette figuration de la guerre n'encouragea cependant pas le développement de recherches sur l'Holocauste des Juifs de Macédoine.

Une re-nationalisation des récits historiques intervint avant même l'effondrement yougoslave : dès les années 1980, les Républiques amorcèrent une relocalisation des vaillances combattantes et des souffrances³⁶. Mais là où la redécouverte de la Shoah en Serbie, centrée autour du camp de Jasenovac, était instrumentalisée au service de la concurrence avec la Croatie, le cheminement macédonien apparaissait peu fragilisant pour la Fédération : le malheur macédonien (et juif) se pensait en relation non avec une autre entité yougoslave, mais avec un État communiste voisin, la Bulgarie. L'Holocauste ne représentait d'ailleurs qu'un des objets de discorde, après l'ethnogenèse du peuple macédonien, la langue macédonienne et les héros du Panthéon national³⁷. Pour autant, les auteurs macédoniens ne restèrent pas indifférents aux tendances observées dans certains segments de l'historiographie yougoslave à une dénonciation de la passivité supposée des Juifs : en 1986, Žamila Kolonomos et Vera Vesković-Vangeli réactualisaient le thème de la lutte juive, soulignant la célérité d'arrestations ayant offert peu de prise à une opposition³⁸.

A bien des égards, la fin de la Yougoslavie en 1991 est venue bouleverser les paramètres de l'écriture de la Shoah : promue au rang d'État, la Macédoine est devenue l'échelon depuis lequel le temps enseveli était exhumé

34 Rastislav Terzioski, *Denacionalizatorskata dejnost na bugarskite kulturno-prosvetni institucii vo Makedonija* [L'activité de dénationalisation des institutions culturelles-éducatives bulgares en Macédoine], Skopje : INI, 1974 ; Boro Mitrevski, *Skopje 1941 niz bugarskata upravno-policijska arhiva i ustaško-domobranskata dokumentacija*, Skopje : Napredok, 1973 ; INI, *Izvori za Osvoboditelnata vojna i Revolucijata vo Makedonija 1941-1945* [Sources relatives à la guerre de Libération et à la Révolution en Macédoine 1941-1945], Skopje : INI, tom 1, kniga 1, 2, 3.

35 Aleksandar Matkovski, « The Destruction of the Macedonian Jewry in 1943 », *Yad Vashem Studies*, 3, 1959, p.203-258 ; Aleksandar Matkovski, *Tragedijata na Evreite od Makedonija* [La tragédie des Juifs de Macédoine], Skopje : Kultura, 1962 ; Aleksandar Matkovski, *Istorija na Evreite vo Makedonija* [L'histoire des Juifs de Macédoine], Skopje : Makedonska revija, 1983.

36 Sur cette re-nationalisation, voir Robert Hayden, « Recounting the Dead. The Rediscovery and Redefinition of Wartime Massacres in Late- and Post-Communist Yugoslavia », in: Rubie Watson (ed.), *Memory, History and Opposition under State Socialism*, Sante Fe: School of American Research Press, 1994, p.167-194.

37 Stefan Troebst, *Die bulgarisch-jugoslawische Kontroverse um Makedonien 1967-1982*, München: R. Oldenbourg Verlag, 1983, Tchavdar Marinov, *La question macédonienne de 1944 à nos jours. Communisme et nationalisme dans les Balkans*, Paris : L'Harmattan, 2010.

38 Žamila Kolonomos, Vera Vesković-Vangeli (dir.), *Evreite vo Makedonija vo Vtorata svetska vojna (1941-1945). Zbornik na dokumenti* [Les Juifs en Macédoine pendant la seconde Guerre mondiale (1941-1945). Recueil de documents], Skopje: Makedonska akademija na naukite i umetnostite, 1986.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

et paré de héros nationaux. Dans la trame historique, « un passé choisi, inspirateur »³⁹ a été découpé⁴⁰, tandis que nouveaux symboles nationaux et marquage taxinomique du territoire magnifiaient le fait national macédonien. Deux périodes doivent cependant être distinguées : la première embrasse une longue décennie 1990 où, sur fond de guerres yougoslaves, la construction identitaire entretient avec le passé fédéral d'étroites connivences, comme en attestent les débats relatifs au drapeau appelé à remplacer l'étoile communiste⁴¹. Au cours de cette phase, la Shoah reste peu visible dans l'espace public. L'adoption en mai 2000 d'une loi de dénationalisation des biens ayant appartenu à des Juifs de Macédoine sans héritiers modifie cette configuration : les ressources sont affectées à la création d'un Fonds de l'Holocauste des Juifs de Macédoine, appelé à devenir l'un des acteurs-clé militant en faveur d'une meilleure (re)connaissance de la Shoah. Peu après, un projet de Musée Mémorial de la Shoah est esquissé, dont la première pierre est posée en 2005 au cœur de l'ancien quartier juif de Skopje.

La seconde période coïncide avec l'arrivée au pouvoir en 2006 d'une nouvelle majorité. Anti-communiste et partisan d'une rupture avec le yougoslavisme, le Premier ministre Nikola Gruevski (VMRO-DPMNE) supervise une extension horizontale du temps de la nation, donnant au peuple macédonien des origines *ante slaves*⁴² ; il se propose également d'inscrire cette vision dans le paysage urbain de Skopje, la capitale qui se pare de statues monumentales⁴³. Cette redéfinition des contours de la macédonité s'accompagne d'une entreprise de muséification du passé : un Musée national de la lutte macédonienne pour l'État et l'indépendance est inauguré le 8 septembre 2011 en face du Musée mémorial de l'Holocauste et à quelques dizaines de mètres du Musée d'archéologie. C'est au cours de ces années que la Shoah acquiert une saillance inédite, alors que les topos de la victimité et de la résistance font l'objet d'une progressive macédonisation.

Le découpage spatio-temporel promu par les élites a en effet pour pendant une dé-yougoslavisation de la narration historique dont trois aspects affectent l'intelligence de la Shoah : la réinterprétation de l'entre-deux-guerres, la revalorisation du rôle de la VMRO et la macédonisation des vaillances et tragédies. Le dés-enchassement du récit macédonien de l'histoire yougoslave autorise d'abord une relecture critique de l'expérience du Royaume de Yougoslavie entre 1918 et 1941, une période au cours de laquelle la *banovina* du Vardar avait été soumise à une politique d'homogénéisation nationale⁴⁴. L'ambition assimilatrice de l'État n'était pas restée sans

39 Anna Di Lellio and Stephanie Schwander-Sievers, « The Legendary Commander: the construction of an Albanian master-narrative in post-war Kosovo », *Nations and Nationalism*, 12(3), 2006, p.513-529 (p.518).

40 Ulf Brunnbauer, « Serving the Nation: Historiography in the Republic of Macedonia (FYROM) After Socialism », *Historiein*, 4(4), 2003, p.161-182; Ulf Brunnbauer, « "Pro-Serbian" vs. "Pro-Bulgarian": Revisionism in Post-Socialist Macedonian Historiography », *History Compass*, 3(1), 2005, p.1-17.

41 A l'époque, le choix de l'étoile de Vergina ne s'impose pas d'évidence : au nom d'une histoire *ante* communiste, la droite de la VMRO-DPMNE est favorable à l'adoption du symbole du lion. La continuité sera finalement dite dans le maintien du contraste entre un fond rouge et un premier plan jaune : Keith Brown, « Seeing Stars: Character and Identity in the Landscapes of Modern Macedonia », *Antiquity*, 68, 1994, p.784-796.

42 Connue sous le nom « d'antiquisation », cette ethnogenèse fait remonter à l'Antiquité les origines d'un peuple macédonien distinct des mondes helléniques. C'est au cours des années 1990, dans le contexte de la controverse avec la Grèce sur le nom, que l'historiographie macédonienne a commencé à suggérer l'existence d'une telle filiation.

43 Jasna Koteska, « Troubles with History : Skopje 2014 », *Artmargins.com*, 29.12.2011, à l'adresse : <http://www.artmargins.com/index.php/2-articles/655-troubles-with-history-skopje-2014>

44 Nada Boškowska, *Das jugoslawische Makedonien, 1918-1941. Eine Randregion zwischen Repression und Integration*, Wien: Böhlau Verlag, 2009.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

incidences sur des populations juives de Macédoine jugées conservatrices, moins intégrées que les Juifs serbophones de Belgrade et appelées à signifier leur loyauté envers le pouvoir central. Fragilisés économiquement dans les années 1930, les Juifs de la *banovina* avaient également été visés par la législation antisémite dont la Yougoslavie s'était dotée à l'automne 1940⁴⁵.

L'épopée nationale promue par le gouvernement Gruevski opère ensuite un reclassement des valeurs de l'émancipation macédonienne depuis le mouvement partisan (pro-yougoslave *et* macédonien) vers l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (VMRO, macédonienne *et* non-yougoslave). À la faveur de celui-ci, l'adjectif « social » disparaît de la lutte révolutionnaire (jusqu'alors sociale et nationale), tandis que les références « au peuple macédonien et aux nationalités », héritées de la langue yougoslave, se recentrent sur la seule nation titulaire⁴⁶. La narration du destin juif s'en trouve incidemment remodelée. Revenant sur le film *Treto Poluvreme*, Holly Case a justement noté que l'œuvre corréle la persécution des Juifs au droit et à l'engagement en faveur d'une indépendance macédonienne⁴⁷. L'on pourrait ajouter que la plasticité même de la notion de lutte (*borba*) autorise ce glissement : formellement, il s'agit toujours de valoriser un combat ; mais le combat ne préfigure plus le communisme yougoslave, il ouvre sur l'accomplissement stato-national macédonien. Ainsi s'explique sans doute le sentiment de continuité qui pourrait saisir un observateur des cérémonies commémoratives de la dernière décennie : l'instance sur la lutte juive n'a pas disparu ; mais le combat juif (partisan) est aisément re-qualifiable en combat (national macédonien) juif.

Enfin, à la macédonisation de l'héroïsme répond une macédonisation des souffrances au moment où la géographie de la Shoah en Macédoine, longtemps saisie à travers les arrestations et déportations de mars 1943, semble se déplacer vers Treblinka⁴⁸. En 2008, les responsables du Fonds pour l'Holocauste des Juifs de Macédoine avaient obtenu que soit édifée à Treblinka une stèle portant la désignation « Macédoine »⁴⁹. À cette occasion, les responsables macédoniens s'étaient réjouis qu'avec ce changement *post mortem* d'assignation nationale les victimes juives ne soient plus ni yougoslaves, ni bulgares, mais enfin macédoniennes : « pendant soixante-cinq ans, avait déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères Zoran Petrov, les Juifs de Macédoine n'ont pas eu leur propre monument. Ils furent traités comme Juifs yougoslaves, conformément à la qualification adoptée par les pouvoirs d'occupation bulgares durant la seconde Guerre mondiale, ou comme Juifs bulgares, appellation qui figurait dans la documentation précise sur la base de laquelle les Allemands acceptèrent les 7 200 Juifs de Macédoine ⁵⁰. »

45 Kristina Tomovska, « Juden und anderen Minderheiten: Die jugoslawische Politik gegenüber Juden in Vardar-Makedonien in der Zwischenkriegszeit », in : Dittmar Dahlmann und Anke Hilbrenner (eds.), op. cit., p.167-191.

46 La déambulation historique proposée par le Musée de la lutte macédonienne pour l'État et l'indépendance, plus connu sous le nom de Musée de la VMRO, qui fut inauguré le jour anniversaire de l'accession à l'indépendance de la Macédoine, illustre cette relecture.

47 Holly Case, op. cit., p.367.

48 Vera Vesković-Vangeli, « Treblinka, Compilation of Documents on the Genocide of the Macedonian Jews in WWII », in: Sofija Grandakovska (ed.), op. cit., p.3-403.

49 « Otkrivanje na obeležje za pogromot na makedonskite Evrei vo Treblinka » [Inauguration de la plaque commémorant le pogrom des Juifs macédoniens à Treblinka], 2008, à l'adresse : http://www.holocaustfund.org/index.php?option=com_content&view=article&id=528%3Aotkrivanje-na-obelezje-za-pogromot-na-makedonskite-evrei-vo-treblinka&catid=112%3Afotogalerii&Itemid=586&lang=mk

50 Cité dans Dimitar Čulev, « Vo Treblinka im se oddolži na svoite ubieni evrei », *Utrinski vestnik*, 24.09.2008.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

L'entreprise de nationalisation du passé de la Shoah revêt une dernière facette, loin d'être marginale si l'on se souvient combien la détention d'archives est susceptible de participer de « politiques de capture mémorielle »⁵¹. Région longtemps privée d'État, la Macédoine du Vardar a vu des segments de son histoire administrativement produits et archivés en dehors de son territoire, que ce soit en Serbie (notamment pour la période *ante bellum*), en Bulgarie (pays qui emporta troupes et archives en 1944), en Israël ou aux États-Unis (dans les grandes institutions documentant l'histoire de la Shoah). À l'époque communiste, une diplomatie internationale des accès et interdits archivistiques avait prévalu, limitant la consultation de certains documents. L'après-1989 a offert à une nouvelle génération de chercheurs macédoniens la possibilité d'arpenter les territoires où leur passé avait été entreposé. Il a également nourri le désir de rapatrier une partie de ce patrimoine archivistique. Le 12 mars 2013, Liljana Mizrahi revenait sur l'enjeu des archives : « La vérité nous est plus chère qu'à l'histoire et aux historiens. Et elle est une. Dans tous les documents, dans les archives accessibles comme celles qui ne le sont pas, peu à peu, sûrement, elle verra la lumière du jour pour la paix de l'âme de ceux qui furent livrés⁵². »

La centralité inédite de la Shoah dans l'espace public macédonien apparaît en dernier ressort comme le fruit de l'enchevêtrement entre les recompositions intervenues au sein des communautés juives et une entreprise publique d'affirmation nationale qui, sans relation directe avec l'histoire des Juifs de Macédoine, a néanmoins contribué à renouveler la vision de l'Holocauste. Reste à envisager les coordonnées, en miroir, de la promotion de la Shoah à l'agenda public bulgare.

Bulgarie, les héros changeants d'un passé de « rectitude morale »

Dès la période communiste, la Bulgarie entreprit de graver l'histoire de la Shoah sur le récit édifiant de l'État. Au moment de l'instauration du nouveau régime, les violences antijuives furent exposées en tant qu'elles servaient la dénonciation du gouvernement bourgeois. Institué en octobre 1944 afin d'introduire un ordre formel dans les règlements de compte de l'après-guerre, le Tribunal populaire jugea plusieurs architectes des politiques antisémites⁵³. C'est d'ailleurs aux fins de rédiger les actes d'accusation du Tribunal que les premiers documents et témoignages furent collectés⁵⁴. Au cours de la décennie suivante, cependant, les répressions antisémites n'occupèrent plus qu'une place marginale dans le discours public et encore, en tant que faire-valoir du Parti com-

51 Alexandre Sumpf et Vincent Laniol, « Introduction », in : Alexandre Sumpf et Vincent Laniol (dir.), *Saisies, spoliations et restitutions. Archives et bibliothèques au xx^e siècle*, Rennes : PUR, 2012, p.19.

52 Intervention de Liljana Mizrahi, Skopje, MANU, 12 mars 2013, op. cit.

53 L'acte d'accusation de la Septième chambre du Tribunal populaire visait 64 accusés, dont 18 cadres ou employés du Commissariat aux affaires juives, 7 auteurs de littérature antisémitaire, 4 responsables de camps et 14 employés des camps de travail juifs. Voir Värban Todorov i Nikolaj Poppetrov (dir.), *Sedmi sastav na Narodnija sad. Edno zabraveno svidetelstvo za antisemitizma v Balgarija prez 1941-1944* [La Septième chambre du Tribunal populaire. Un témoignage oublié sur l'antisémitisme en Bulgarie en 1941-1944], Sofia : I. Iztok-Zapad, 2013.

54 Natan Grinberg, *Dokumenti* [Documents], Sofia : Centralna konsistorija na evreite v Balgarija, 1945.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

muniste⁵⁵. Comme en Yougoslavie, les Juifs y furent érigés en acteurs du passé à proportion de leur contribution au mouvement partisan⁵⁶.

Au seuil des années 1960, ce dispositif subit un réagencement : les pouvoirs bulgares réinvestirent le thème de l'Holocauste⁵⁷, mais sous l'angle exclusif du « sauvetage » des Juifs bulgares⁵⁸. Le cadrage national retenu interdisait en outre de resituer le parcours bulgare dans une perspective comparative. À la diversité des protestations contre les déportations, l'historiographie communiste substitua une valorisation exclusive du Parti, puis, toute vérité historique bue, du dictateur Todor Jivkov lui-même. Éloge du pouvoir établi, la promotion du thème du « sauvetage » servit à accroître le rayonnement international du pays tout en conférant aux relations avec Israël une certaine aménité, en dépit de la position pro-palestinienne par ailleurs défendue par la Bulgarie⁵⁹.

À chaque présent nouveau, un passé neuf : en 1989, la chute du communisme induit une relecture des décennies de dictature et, par rebond, des ordres *ante* communistes. En Bulgarie, le réexamen critique des années stalinienne ne constitue pas, à la différence de ce qui a pu être observé en Hongrie par exemple⁶⁰, un vecteur de réaffirmation d'un antisémitisme local. La réflexion sur la Shoah y est en revanche travaillée par deux autres débats : la Bulgarie a-t-elle été « fasciste » et comment interpréter l'arrivée au pouvoir le 9 septembre 1944 d'un Front populaire à dominante communiste (un coup d'État soutenu par l'Armée rouge ou le fruit d'un soulèvement populaire) ? L'actualisation du passé sert désormais la différenciation du spectre partisan : au début des années 1990, là où la presse anti-communiste, procédant à une réhabilitation-idéalisation de l'avant-1944, se réapproprie la thèse du « sauvetage » et s'emploie à l'arracher à l'orbite des partisans⁶¹, les media socialistes dépeignent les violences antisémites et le sort infligé aux Juifs des territoires occupés⁶².

Ce foisonnement d'écritures est contemporain d'une libération de la parole. L'heure est à la publication de mémoires et témoignages, alors qu'historiens professionnels et profanes, élus et citoyens investissent le champ de

55 *Nelegalni pozivi na BKP* [Les brochures illégales du Parti communiste bulgare], Sofia : n.d., 1954 ; David Koen et al., *Borbata na bălgarskija narod za zaštita i spasjavane na evreite v Bălgarija prez vtorata svetovna vojna* [La lutte du peuple bulgare pour la défense et le sauvetage des Juifs en Bulgarie pendant la seconde Guerre mondiale], Sofia : BAN, 1978.

56 Environ 400 Juifs auraient participé au mouvement partisan (120 seraient décédés) : *Evrei zaginali v antifasistskata borba* [Les Juifs morts dans la lutte antifasciste], Sofia : Izdatelstvo na Otečestvenija Front, 1958.

57 Rappelons qu'une réflexion sur la Shoah ne s'amorça en Hongrie que dans les années 1970, en Pologne une décennie plus tard. Sur le cas hongrois, voir Clara Royer, « D'une épingle à cheveux retrouvée. La renaissance du dialogue sur la Shoah entre fiction et histoire dans la Hongrie des années 1970 », in : Luba Jurgenson et Alexandre Prstojevic (dir.), *Des témoins aux héritiers. L'écriture de la Shoah et la culture européenne*, Paris : Petra, 2012, p.159-180.

58 À cette règle, une rare exception : David Koen, « Ekspropriacija na evrejskite imuštstva prez period na hitlerska okupacija » [L'expropriation des biens juifs pendant la période d'occupation hitlérienne], *Godišnik na obštествena kulturno-prosvetna organizacija na evreite v NR Bălgarija*, 2, 1967, p.65-110.

59 Stefan Troebst, « Salvation, Deportation or Holocaust? The Controversy over the Fate of Bulgaria's Jews in World War II – before and after 1989 », in : Muriel Blaive et al. (eds.), *Clashes in European Memory. The Case of Communist repression and the Holocaust*, Innsbruck: StudienVerlag, 2011, p.37-52.

60 Paul Gradwohl, « Les déportations de Hongrie, avant, pendant et après la seconde Guerre mondiale », in : Tal Bruttman, Laurent Joly et Annette Wiewiorka (dir.), *Qu'est-ce qu'un déporté ? Histoire et mémoire des déportations de la seconde Guerre mondiale*, Paris : CNRS Edition, 2009, p.225-250.

61 Joseph Benatov, « Debating the Fate of Bulgarian Jews during World War II », in : John-Paul Himka and Joanna Beata Michlic (eds.), op. cit., p.108-130.

62 Lijana Dejanova, « Postcommuničeskijat negacionizăm » [Le négationnisme post-communiste], in : *Očertanija na mălčanieto. Istoričeska sociologija na kolektivnija pamet*, Sofia: Kritika i Humanizăm, 2009, p.152-169.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

bataille du passé. Si la plupart des souvenirs concernent la période communiste⁶³, la seconde Guerre mondiale est également dépeinte dans ses écrits⁶⁴. Les liens entre évocation de la Shoah et fabrique de la nation ne sont pas dénoués pour autant, alors que s'amorce une renégociation des territoires du récit national. Après 1989, certains Bulgares et descendants de Bulgares réfugiés en Europe de l'Ouest et aux États-Unis suite à l'arrivée au pouvoir du Front de la patrie renouent en effet avec leur pays d'origine ; ils aspirent à reprendre place dans une société et dans une narration historique dont ils avaient été exclus à l'époque communiste. Auréolés du prestige conventionnellement attribué aux observateurs extérieurs, ces émigrés font entendre la voix d'une « autre Bulgarie » ; sous leur plume, la guerre revêt un jour inédit, la figure du tsar Boris III est revalorisée⁶⁵. Les « héros du sauvetage » changent ainsi, sans que la logique des mises en scène du passé soit altérée : les vertus des mobilisations restent attribuées, comme par synecdoque, à des entités collectives. Chaque « sauveur » nouvellement exhumé est érigé en effigie du « bon peuple bulgare ». C'est d'ailleurs autour de ce thème que s'opèrera dans les années 2000 une (partielle) convergence entre lectures anti- et ex-communistes de la guerre.

Comme en Macédoine, c'est véritablement au début du ^{xxi}e siècle que l'Holocauste acquiert une visibilité sans précédent. Y contribue la mobilisation d'élus bulgares ambitionnant de réaffirmer la légitimité de l'État à sanctionner « la » vérité de l'histoire⁶⁶. Leur croisade peut se prévaloir de l'investissement croissant du champ historien par les institutions européennes et le Conseil de l'Europe, soucieux d'éviter l'érection d'un « mur de Berlin de la mémoire » entre « anciens » et « nouveaux » membres de l'Union⁶⁷. Légiférer sur le passé, ordonner sa commémoration semblent être devenus des finalités acceptables. Alors qu'estompent les conflits entre ex-communistes et anti-communistes qui avaient structuré la décennie précédente, ces acteurs politiques entreprennent de conforter une lecture héroïque du passé, que l'autonomisation partielle de la discipline historique a ébranlée. Au cours des deux décennies, des questions aussi sensibles que l'histoire de l'antisémitisme⁶⁸, la législation anti-

63 Georgi Gospodinov (dir.), *Az živjah socializma. 171 lični istorii* [J'ai vécu le socialisme. 171 histoires personnelles], Sofia : IK Žanet, 2006 ; Daniela Koleva (dir.), *Vārhu hrastite ne padat mālñii. Komunizmāt – žitejski sādñbi* [Sur les buissons, la foudre ne tombe pas. Le communisme - destinées individuelles], Sofia : IIBM, 2007.

64 Des témoignages relatifs à la seconde Guerre mondiale ont notamment été publiés dans le journal *Evrejski vesti* [Nouvelles juives] ; voir aussi Vera Mutafchieva (dir.), *Istorija naselena s hora* [Une histoire peuplée de gens], Sofia : I. Gutenberg, 2006.

65 Emblématique est la publication d'un ouvrage dû au fils de l'ancien chef de cabinet de Boris III, Pavel Gruev : Stefan Gruev, *Korona ot Trāni. Caruvaneto na Boris III, 1918-1943* [Une couronne d'épine. Le règne de Boris III, 1918-1943], Sofia : Iz. Bālgarski pisatel & Spisanie Letopisi, 1991. Voir aussi Hristo Bojadziev, *Spasjavaneto na bālgarskite evrei prez Vtorata svetovna vojna* [Le sauvetage des Juifs bulgares pendant la seconde Guerre mondiale], Sofia : U.I. Sv. Kliment Ohridski, 1991.

66 Cette question est discutée plus avant dans la contribution de Liljana Dejanova à ce volume.

67 L'expression est empruntée à Emmanuel Droit, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 94, 2/2007, p.101-120 ; voir aussi Sarah Gensburger et Marie-Claire Lavabre, « D'une 'mémoire' européenne à 'l'europanisation' de la mémoire », *Politique européenne*, 37(2), 2012, p.9-17.

68 Outre les écrits déjà évoqués de Nikolaj Poppetrov, voir Olga Todorova, « Evreite v bālgarskata slovesnost ot načaloto na XIX vek do Osvoboždenieto », *Librev.com*, 7 septembre 2012, à l'adresse : <http://www.librev.com/index.php/~1759-ix-> ; Krasimir Kānev, « Istoricheski, kulturni i socialno-ikonomičeski predpostavki za antisemitizma v Bālgarija », in : Alfred Krispin (dir.), *Antsemitizām v Bālgarija dnes*, Sofia : IK Kolibri, 2004, p. 29-46. Plusieurs auteurs étrangers ont contribué à ce renouveau : Stefan Troebst, « Antisemitismus im 'Land ohne Antisemitismus' : Staat, Titularnation und jüdische Minderheit in Bulgarien, 1878-1993 », in : Mariana Hausleitner et Monika Katz (hrg.), *Antisemitismus im östlichen Europa*, Wiesbaden : Harrassowitz, 1995, p.109-125 ; Veselina Kulenska, « The Antisemitic Press in Bulgaria at the end of the XIXth Century », *Quest. Issues in contemporary Jewish History*, 3, juillet 2012.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

juive⁶⁹, les spoliations et les déportations, ont commencé à faire l'objet de travaux exigeants. En 2012, l'historien économique Roumen Avramov éclairait avec une finesse et une rigueur remarquables l'exclusion économique et la marginalisation sociale des Juifs dans « l'ancien » et le « nouveau » royaumes⁷⁰. Un an plus tard, il publiait avec Nadja Danova deux volumes d'archives documentant implacablement les déportations⁷¹. Une discussion peut désormais être engagée sur l'ensemble de la trajectoire bulgare⁷².

Non moins intéressante est l'évolution survenue dans la spatialisation du souvenir public. Depuis la capitale Sofia où une plaque commémorative avait été apposée à proximité du Parlement en 1993, le parcours de la mémoire institutionnalisée a gagné la province : à Kjustendil a été ouvert en 2002 un musée Dimităr Pešev, réplique de la maison dans laquelle il vécut. La remémoration des souffrances des Juifs de Thrace égéenne a également tracé un fin sillon sur la carte : en 2008, un monument était inauguré à Lom, port danubien d'où les Juifs grecs s'embarquèrent vers les camps ; un an plus tard, à Blagoevgrad (ex-Gorna Džumaja), l'ancien hangar de tabac Rajnov, camp de transit en 1943, accueillait une plaque commémorative. Les cérémonies du soixante-dixième anniversaire ont vu se multiplier les initiatives, ainsi à Plovdiv où une stèle gravée d'une *menorah* fut inaugurée « en remerciement à tous ceux qui contribuèrent à notre sauvetage le 10 mars 1943, les Juifs de Plovdiv reconnaissants »⁷³ et à Varna, en mai 2013⁷⁴. Les entreprises de réaffirmation d'une histoire officielle évoquées plus haut se comprennent à l'aune de cette pluralisation des manières d'écrire et de représenter la Shoah. Elles dessinent une ligne de partage entre les défenseurs d'un savoir objectiviste, inscrit dans les manuels scolaires et la loi, et ceux qui, par conviction ou par profession, refusent de soumettre l'histoire à la législation. Excédant le périmètre de la guerre, elles n'en ont pas moins contribué à la conflictualisation des discussions publiques sur l'Holocauste, à l'intérieur de la Bulgarie comme dans les relations avec la Macédoine.

À la lecture de ces développements, on comprend ce que l'émergence des controverses bulgardo-macédoniennes doit à des dynamiques multisectorielles et multiscalaires dans lesquelles la Shoah s'est retrouvée prise. Jusqu'à présent le propos a cependant conféré un rôle ancillaire aux communautés juives. Dans un troisième et dernier temps, j'aurais souhaité les réinsérer dans le récit en examinant leur participation aux institutionnalisations rivales du souvenir public. Sera ainsi mise en évidence la délicate négociation de mémoires partagées.

69 David Koen (dir.), *Oseľjavaneto, 1940-1944* [La survie, 1940-1944], Sofia: Izdatelski Centăr Šalom, 1995 ; Vladimir Paunovski i Josif Iliel (dir.), *Evreite v Bălgarija meždū uništženieto i spasenieto* [Les Juifs en Bulgarie entre la destruction et le sauvetage], Sofia : Adasa Press, 2000 ; BAN, Institut po istorija, *Obrečeni i spaseni. Bălgarija v antisemitskata programa na Tretija rajh, izsledvanija i dokumenti*, Sofia: Sineva, 2007 ; Petko Dobčev, *Antievrejskoto zakonodatelstvo i negovoto preodoljavane (1942-1945)* [La législation antijuive et son dépassement (1942-1945)], Sofia : IK Feneja, 2010.

70 Roumen Avramov, « Spasenie » i padenie. *Mikroekonomika na dăržavnija antisemitizăm v Bălgarija, 1940-1944* [« Sauvetage » et chute. Micro-économie de l'antisémitisme d'État en Bulgarie, 1940-1944], Sofia : Ul 'Sv. Kliment Ohridski', 2012. Pour plus de détails, voir la contribution de Roumen Avramov à ce volume.

71 Nadja Danova i Roumen Avramov, op. cit..

72 Aleksandăr Vezenkov, « Spasjavaneto na bălgarskite evrei – unikalno li e naistina ? » [Le sauvetage des Juifs bulgares – est-il vraiment unique?], *Kultura*, 18.10.2013 et 01.11.2013 aux adresses : <http://www.kultura.bg/bg/article/view/21414> et <http://www.kultura.bg/bg/article/view/21473>

73 « Plovdiv pokazva tolerantna dobroželatnost za pametnicite » [Plovdiv montre sa bienveillante tolérance envers les monuments], 08.03.2013, à l'adresse : <http://www.infotourism.net/index.php?t=9521&m=2>

74 « Evrei otkrivat Pametnik na blagodarnostta kăm bălgarskite spasiteli văr Varna » [Des Juifs inaugurent un monument en signe de reconnaissance envers les sauveteurs bulgares à Varna], 26.05.2013, à l'adresse : <http://bnr.bg/postv100064270/evrei-otkrivat-pametnik-na-blagodarnostta-kym-bylgarskite-spasiteli-vyv-varna>

LES COMMUNAUTÉS JUIVES FACE À LA SHOAH : MÉMOIRES VIVES ET SOUVENIRS DIVISÉS

Donner à entendre les voix juives suppose que l'on revienne une ultime fois sur le soixante-dixième anniversaire, adoptant un cadrage neuf qui montre la contribution de la geste commémorative à l'exposition, à la cristallisation aussi des clivages internes aux communautés juives balkaniques. Ce dernier déplacement laissera apparaître les enchâssements labiles entre l'ici et l'ailleurs, entre terres d'origine (balkanique) et d'établissement (Israël notamment). En chaque lieu, les productions sociales du souvenir et les formes d'institutionnalisation de la mémoire se dessinent à l'intersection entre dynamiques identitaires locales et expressions d'un *long distance nationalism* contemporain⁷⁵.

Des voix juives entre engagement et injonctions à souscrire aux récits publics

Pour les survivants et descendants de victimes, représentants de la deuxième génération, « héritiers » au sens que Luba Jurgenson et Alexandre Pristojevic ont donné à ce terme⁷⁶, le soixante-dixième anniversaire a constitué une période inégalée d'injonction au récit de soi, alors que media bulgares et macédoniens mobilisaient leurs réseaux de correspondants à l'étranger pour capter les témoignages, qui de Juifs sauvés par des Bulgares, qui de Juifs affirmant qu'ils furent bien déportés, mais à l'initiative d'Allemands, qui de rescapés macédoniens ou grecs se remémorant la violence et la cruauté des arrestations bulgares. En Bulgarie comme en Macédoine, il n'était un cénacle académique qui ne cherchât à inviter des figures publiques et des chercheurs israéliens ou américains issus de lignées balkaniques. Les vérités engagées de l'homme politique israélien Michael Bar-Zohar (natif de Bulgarie et auteur d'un ouvrage qui contribua à faire connaître le « sauvetage »⁷⁷) atténuèrent les timides critiques de l'universitaire israélien d'origine bulgare, Shlomo Shealtiel, tandis que, sur Internet, aux propos d'un Samuel Arditi (fils d'un Juif bulgare émigré en Israël) répondaient ceux d'un Shelomo Alfassa (descendant de Juifs macédoniens résidant aux États-Unis).

L'appel à prêter allégeance aux dogmes nationaux fut parfois même explicite. Le 17 janvier 2013, plusieurs intellectuels, historiens et élus bulgares adressaient au chef de l'État, au premier ministre et au Parlement bulgares une lettre ouverte dénonçant les « instrumentalisation politiques » de l'histoire. Le courrier s'achevait sur une interpellation des institutions représentatives des Juifs de Bulgarie :

[Pendant la guerre] la Bulgarie fut alliée de l'Allemagne nazie, mais contre la volonté de cette dernière elle SAUVA quelques dizaines de milliers de vies humaines (...). Dans cette situation, le même État bulgare NE SAUVA PAS quelques dizaines de milliers de vies humaines sur le territoire de la Yougoslavie et de la Grèce. Sur cette base, des personnalités et des cercles précis en Bulgarie et à l'étranger qualifient son comportement de criminel. Ils ne cessent d'essayer de déplacer la culpabilité historique et, incidemment, la dette de la Bulgarie envers la communauté juive (...). Nous déclarons que cette accusation

75 La notion de *long distance nationalism* a notamment été popularisée dans les travaux de Nina Glick Schiller : Nina Glick Schiller and Georges Eugene Fourn, *Georges Woke up Laughing, Long Distance Nationalism and the Search for Home*, Durham: Duke University Press, 2001.

76 Luba Jurgenson et Alexandre Pristojevic, *Des témoins aux héritiers : l'écriture de la Shoah et la culture européenne*, Paris : Pétra, 2012.

77 Michael Bar-Zohar, *Beyond Hitler's Grasp: The Heroic Rescue of Bulgaria's Jews*, Holbrook: Adams Media, 1998.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

envers la société bulgare est hypocrite et injuste et qu'elle est soumise à l'application d'un double standard moral. (...) Nous aurions apprécié que la direction de l'organisation des Juifs « Šalom » précise la langue politique dans laquelle elle interprète les événements liés au sauvetage/non-sauvetage des Juifs de notre patrie la Bulgarie, ayant en vue les nouveaux faits et la reconnaissance par l'expert renommé en matière d'Holocauste, Shlomo Shealtiel, le 3.11.2012 à la télévision nationale (BNT), que la Bulgarie ne put s'opposer au Reich hitlérien⁷⁸.

À ce courrier, quelques individualités juives avaient apposé leur signature. Deux jours plus tard, sans se prononcer sur le fond, l'organisation des Juifs de Bulgarie « Šalom » se déclarait « profondément préoccupée par les fréquentes tentatives de prise de parole en son nom et au nom de la communauté juive bulgare dont elle est le représentant officiel »⁷⁹.

Il est un fait historique indépassable : Juifs de Macédoine et de Bulgarie ont en partage (ou, plus précisément, en division) des souvenirs familiaux et personnels inscrits dans des histoires que le xx^e siècle a fait bifurquer. Qu'ils aient décidé de rejoindre Israël en 1948-1949 ou de prendre part à l'édification du socialisme en Bulgarie, la majorité des Juifs de Bulgarie sont nés avec l'héritage d'une exceptionnelle survie, une survie au regard de laquelle les souffrances liées aux exclusions professionnelles, aux spoliations, à l'expulsion depuis Sofia ou aux camps de travail parurent longtemps indicibles au-delà de l'intimité des foyers. Ce sont des images de déportation et d'extermination qui hantent par contraste les souvenirs personnels et transmis des Juifs de Macédoine rescapés de l'Holocauste.

Ces histoires en ciseaux contribuent à expliquer les engagements en faveur d'initiatives mémorielles contrastées. En décembre 2012, l'ancien ministre bulgare des Affaires étrangères Solomon Passy proposait que l'Union européenne promeuve la candidature de la Bulgarie au Prix Nobel de la paix au titre du « sauvetage » des Juifs bulgares. Évoquant cette initiative devant les media, Solomon Passy revenait sur son appartenance à la « seconde génération », celle qui grandit avec la mémoire d'une guerre qu'elle n'avait pas vécue, claustrée dans une mosaïque d'évocations et de silences :

Je n'ai pas, moi, pris part aux événements, mais ma famille, si ; et ils m'ont raconté comment ils furent regroupés dans des bunkers à l'époque, ils m'ont raconté le soutien que leur apporta le métropolitain Kiril [de Plovdiv]. J'ai trouvé dans le placard où mon grand-père gardait ses archives une lettre qu'il avait adressée au Tribunal populaire [1945] pour soutenir Kiril. En vérité, de nombreux éléments historiques n'ont pas été classés, rassemblés ; ils ne sont pas connus, mais cela relève du travail des historiens. Je crois que le travail des hommes politiques est un peu différent, leur rôle est de donner une grande publicité à cet événement majeur (...) sans équivalent en Europe⁸⁰.

Il serait pourtant erroné de postuler l'existence d'espaces nationaux homogènes où toutes les mélodies juives résonneraient à l'unisson. Sous le communisme, les pouvoirs publics avaient exigé des Juifs demeurés en

78 *Otkrito pismo. Bălgarija meždū osanna i razpni ja. Za imeto Bălgarija i negovata upotreba v konteksta na Holokosta* [Lettre ouverte. La Bulgarie tour à tour portée aux nues et crucifiée. Du nom de la Bulgarie et de son usage dans le contexte de l'Holocauste], 17.01.2013, Sofia.

79 *Izjavalenie na OEVB « Šalom »* [Déclaration de OEVB « Šalom »], 19.01.2013.

80 « Solomon Passy: Spasjavaneto na bălgarskite evrei e edin unikaln fakt, dostoen za nobelovata nagrada » [Solomon Passy : Le sauvetage des Juifs bulgares est un fait unique, qui mérite le Prix Nobel], *Tvevropa.com*, 10.01.2013.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

Yougoslavie ou en Bulgarie une impeccable adhésion aux objectifs de cohésion nationale et aux interprétations publiquement sanctionnées de la guerre. Au croisement entre dynamiques internes et externes, le changement d'ordre politique a modifié les conditions sociales de production des souvenirs. À l'ambitieux projet de captation de témoignages de survivants de la Shoah lancé par le réalisateur américain Steven Spielberg, 757 Juifs bulgares prirent ainsi part, faisant ressurgir devant la caméra le décompte des gestes de solidarité comme des blessures intimes⁸¹. Dans ces enregistrements, affleurent les divisions sociales (entre les élites bourgeoises et les mondes d'artisans et de petits commerçants) et politiques (militants communistes, sionistes, électeurs de formations bourgeoises, etc.) ayant traversé les communautés juives. À cette diversité de sensibilités, l'extrême polarisation du postcommunisme, une époque où fils et pères s'opposèrent parfois violemment, a conféré une résonance inédite. C'est dans ce contexte qu'il convient de lire la reconfiguration des témoignages du scénariste et écrivain d'obédience communiste, Anžel Wagenstein⁸². Prenant le contrepied de déclarations antérieures, celui-ci s'est souvenu de la présence des forces bulgares au moment de la déportation des Juifs de Thrace égéenne. En 2002, il relatait les événements :

Laissez-moi déclarer à nouveau devant cette haute assemblée qu'aucune troupe allemande ne prit part à cette opération. (...) Leur route à travers la Bulgarie longeait la gorge de la Struma, où les autorités bulgares s'empressaient d'achever la construction de la voie de chemin de fer élargie Krupnik-Demir Hisar. J'étais l'un des douze techniciens et ingénieurs juifs amenés depuis les camps pour participer à la construction. J'étais technicien de garde de nuit au pont et au tunnel n°1 lorsque je les vis à l'aube – à demi-nus et tremblant dans des wagons ouverts, certains d'entre eux portant encore leurs vêtements de nuit ou des sous-vêtements⁸³.

Quelques années plus tard, l'extension aux États est-européens des politiques de réparation financière antérieurement négociées par la *Claims Conference* avec l'Allemagne inscrivait les souvenirs dans un autre cadre⁸⁴ : en 2004, les Juifs des territoires sous administration bulgare enrôlés dans des camps de travail étaient reconnus éligibles⁸⁵. Pour faire reconnaître leurs droits, ils devaient constituer des dossiers et donner forme - juridique cette fois-ci - à leur relation du passé.

Les tensions entre transmission familiale, attachement à la terre d'origine et socialisations nationales et politiques ne sont pas moins vives au sein des communautés émigrées en Israël et aux États-Unis. Les dilemmes

81 Les témoignages sont accessibles sur le site de la *USC Shoah Foundation. The Institute for Visual History and Education*, à l'adresse: <http://sfi.usc.edu/>. Sur ces conflits politiques et l'implantation du sionisme dans la Bulgarie de l'entre-deux-guerres, voir aussi Šlomo Šealtiel, *Ot rodina kum otečestvo. Emigracija i nelegalna imigracija ot i prez Bălgarija văv perioda 1939-1949*, Sofia: U.I. Kliment Ohridski, 2009.

82 Notons que d'autres personnalités juives bulgares ont cherché à traverser frontières étatiques et mémorielles : la musicologue, diplomate et écrivaine bulgare, Lea Cohen, issue de lignées de Bulgarie et de Macédoine, milite ainsi en faveur de la reconnaissance par la Bulgarie de sa responsabilité dans la Shoah. En 2013, elle dédicait une œuvre de vulgarisation scientifique sur la Shoah « A mes parents. Aux 11 343 qui, à la différence d'eux, ne furent pas sauvés ». Voir Lea Cohen, *You Believe. Eight Views on the Holocaust in the Balkans*, Skopje: Holocaust Fund of the Jews from Macedonia, 2013.

83 Angel Wagenstein, « Collective Memory: The Bulgarian Case », in: Emmy Barouh (ed.), *History and Memory. Bulgaria Facing the Holocaust*, Sofia: Open Society Foundation, 2003, p.73. Anžel Wagenstein est le scénariste, entre autres, du film *Zvezdi* (Sternes/Étoiles, K. Wolf, 1959), une coproduction bulgare-est-allemande primée à Cannes, consacrée à la déportation des Juifs de Thrace. Des soldats allemands y sont filmés encadrant les déportés.

84 En 1998, la *Claims Conference* et l'Allemagne signaient un accord portant création d'un *Central and East European Fund* grâce auquel 24 307 rescapés furent dédommagés : Steve Lipman, « Bulgaria wasn't 'Second Denmark' », *The Jewish Week*, 16.07.2004.

85 Au moment de l'annonce, le nombre des victimes bulgares éligibles était estimé à environ 1 000 personnes. Ibid.

y sont magnifiés par la place croissante conférée à l'Holocauste dans la construction des identités juives et les réinvestissements symboliques des territoires de filiation intervenus depuis 1989.

Voyages des racines et initiatives mémorielles des Juifs émigrés : la mémoire dans les rets du *long distance nationalism*

L'ouverture du bloc communiste a conforté un tourisme mémoriel, précédemment esquissé, où se mêlent quête des racines, aspiration à un ressourcement identitaire et pèlerinage à portée culturelle, les voyages constituant des moments de renégociation des appartenances sociales et culturelles dans les États d'installation⁸⁶. Les périples juifs en péninsule balkanique – moments déchirants où la présence des descendants se heurte à la parcimonie, sinon à l'absence, des traces du « monde d'avant » – entretiennent un dialogue silencieux avec l'ample mouvement qui fit de la mémoire de la Shoah l'une des composantes centrales de l'identité juive à compter des années 1960 et conduisit l'État d'Israël à organiser des voyages vers les camps de la mort, la remémoration des souffrances collectives participant de la confirmation d'une appartenance israélienne⁸⁷. En Macédoine comme en Bulgarie, les pérégrinations de l'après-1989 ont en outre épousé la scansion de deuils familiaux, la découverte d'archives privées fragmentaires, l'espoir de combler des manques généalogiques, le besoin de renouer des liens intergénérationnels ou encore l'ouverture de procédures judiciaires au titre de la restitution des biens nationalisés par l'État communiste.

Par-delà le recouvrement du passé, ces voyages des racines ont souvent nourri l'aspiration des rescapés à relayer leur expérience de la guerre. Chaque année, le tocsin du souvenir résonne dans les synagogues d'Israël et des États-Unis, épousant la cartographie des implantations de migrants originaires de Bulgarie et de Macédoine. Des initiatives mémorielles privées se sont ramifiées, ajoutant indirectement à l'acrimonie des discussions bulgaro-macédoniennes. Exemple est à cet égard l'affaire dite de la « forêt bulgare ». La trame en est connue : en 1993, des descendants de Juifs bulgares établis aux États-Unis avaient lancé un projet de commémoration du sauvetage à travers l'inauguration d'une forêt bulgare non loin de Jérusalem. Leur entreprise suscita la contre-mobilisation de familles de Juifs natifs de Macédoine du Vardar et de Thrace égéenne, notamment à travers l'Association des Juifs de Macédoine en Israël que présidait alors Nissim Yosha. Un compromis fut trouvé en 1996 avec l'inauguration conjointe de trois monuments : en souvenir du tsar Boris III et de son épouse Ioanna, du métropolite Stefan et du parlementaire Dimităr Pešev et de la déportation des Juifs des territoires occupés. Mais la controverse ne cessa pas, conduisant l'institut Yad Vashem, organisme étatique en charge de la commémoration du génocide des Juifs en Israël, à créer une commission *ad hoc* présidée par le juge Moshe Bejski. En juillet

86 Cette dimension a été de même soulignée dans le cas des voyages des racines de Juifs originaires du Maroc : André Lévy, « Pèlerins-voyageurs en patrie diasporique : les retours des juifs au Maroc », *Critique internationale*, 47, avril-juin 2010. Pour une mise en perspective théorique, voir Antonella Capelle-Pogăcean, « Imaginaires, pratiques et politiques du revenir », *Critique internationale*, 47, avril-juin 2010, p.9-16.

87 Jackie Feldman, « Marking the Boundaries of the Enclave: Defining the Israeli Collective through the Poland 'Experience' », *Israeli Studies*, 7(2), 2002, p.84-114.

■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru

2000, après avoir procédé à des audiences dans les milieux de rescapés, d'historiens et d'institutions mémorielles, celle-ci décidait de substituer au dispositif ternaire un monument unissant commémoration des victimes de l'extermination et hommage aux auteurs du sauvetage⁸⁸. En l'occurrence, les protagonistes ne se limitaient pas aux seuls descendants de communautés émigrées : la liste des opposants à une commémoration du rôle du tsar comprenait des Juifs bulgares de gauche et des socialistes bulgares non juifs – mettant en exergue, si besoin en était encore, les effets d'exportation en Israël et aux États-Unis des conflits politiques intra-bulgares.

Des rapports complexes entre communautés juives restées dans les Balkans et émigrées en Israël, ainsi que du jeu des identités sociales et politiques atteste la position adoptée par Samuel Arditi, le fils de Benjamin Arditi, un commerçant établi en Israël qui s'employa à documenter le sort des Juifs bulgares pendant la guerre. En 2012, Samuel Arditi rédigeait la préface de la brochure de Spas Tašev déjà évoquée. On pouvait y lire :

Plus de quarante années se sont écoulées. Sur les rives du Vardar, il n'y avait pas seulement Jovanka blanchissant du linge [n.d. référence à une chanson populaire], mais aussi les anciens agents de la Sûreté d'État yougoslave qui inventèrent un nouvel État appelé Macédoine, une nouvelle langue et une nouvelle histoire. Les martyrs constituent le meilleur adjuvant pour un peuple d'invention récente. Chez lui, les Juifs sont des Macédoniens envoyés vers une mort atroce par un monarque bulgare féroce. Dans ce but, des faits sont déformés, l'histoire est falsifiée, la démagogie la plus vulgaire est placée au service de la polémique (...). À la tête de cette campagne se trouvent des Juifs serbes et grecs. Des Juifs bulgares de gauche chantent le même air. Mais les principaux instigateurs en sont les anciens agents d'UDBA [n.d. *Upravljenie za dāržavna bezopasnosť*] (...)

Je suis un fils loyal du peuple juif et j'ai longtemps hésité à assumer la mission d'écrire la préface de cet essai scientifique de Spas Tašev. Tous les Juifs de Gjurmurdžina, Drama, Kavala, Xánthi, Seres, Dede-Agač, Skopje, Bitolja, Štip, etc. étaient mes grands-pères, mes grands-mères, mes pères, mes mères, mes frères et sœurs, mes cousins... Pour eux, je pleure silencieusement de longues nuits durant. Ces frères et sœurs ne purent être sauvés en 1943, car il n'y avait personne pour les sauver. Les rois serbe et grec s'étaient enfuis à Londres. Aujourd'hui, en 2012, nous pouvons au moins sauver la vérité historique⁸⁹.

Est-il possible d'espérer réconcilier – et si oui, au sein de quel récit historique – des lectures si profondément fragmentées ? Sans apporter une réponse univoque à cette interrogation, la trajectoire de l'organisation bulgare « Šalom » souligne la fragilité de positionnements corsetés entre héritages historiques distincts, impératifs de loyauté nationale et solidarité désirée entre mémoires juives. Héritière de l'ancienne organisation communiste de Juifs de Bulgarie, « Šalom » a longtemps valorisé un récit « conforme », célébrant une « journée du sauvetage » (le 10 mars) tout en exprimant sa compassion pour les souffrances juives en Macédoine. En mars 2008, en présence de représentants des communautés juives de Serbie et de Macédoine, ses responsables prenaient part à l'inauguration du monument de Lom⁹⁰. Un an plus tard, ils assistaient aux commémorations de la déportation des

88 Dalia Ofer, « Sauvetage et meurtre sous l'égide du même régime : les Juifs de Bulgarie et de Thrace confrontés au souvenir en Israël », Communication à la Conférence « Juifs sauvés, Juifs déportés. La Shoah en Bulgarie et dans les États alliés de l'Allemagne », Strasbourg, Université de Strasbourg, 13.11.2013; Nir Baruh (dir.), *Hashmada vehissardut beBulgariya hameouhedet vemaskanoť veadat Beiski* [Annihilation et survie dans la Bulgarie unifiée de 1943 et les conclusions de la Commission du Juge Beiski], Jerusalem: Association for the Research and Commemoration of the Jewish Communities in the Balkans, 2003. Les stèles démontées ont été réinstallées à Sofia, en face de la mairie, aux abords de la basilique Sainte-Sophie.

89 Samuel Arditi, « Predgovor », in : Spas Tašev, *Deportacijata na evreite*, op. cit., p.2 et 4.

90 « V Lom otkrivat pametnik na deportirani prez 1943 g. evrei » [Un monument aux Juifs déportés en 1943 est inauguré à Lom], 20.03.2003, à l'adresse : <http://bgghelsinki.org/index.php?module=news&lg=bg&id=1052>

**■ NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES
SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru**

Juifs de Macédoine à Skopje ; Maksim Benvenisti, son président, était en outre invité à l'inauguration du Musée Mémorial de l'Holocauste à Skopje en mars 2011.

En décembre 2011, le bureau de l'organisation prenait une décision sans précédent : il appelait « le gouvernement bulgare, au moment et à l'endroit que l'État bulgare jugera pertinent, [à] reconnaître la responsabilité historique » dans la Shoah⁹¹. L'argumentation développée à cette occasion mérite d'être restituée : en premier lieu, les dirigeants de « Šalom » concédaient que « la déportation des Juifs de Thrace, de Macédoine et de Pirot est un fait historique incontestablement accompli par le pouvoir pronazi bulgare ». Cependant, second point, « cet acte du gouvernement bulgare pronazi a été également rendu possible grâce à la réaction passive de la population et des sociétés locales envers la déportation de leurs concitoyens juifs ». Le refus d'étendre la citoyenneté bulgare aux Juifs des territoires occupés était présenté comme une « condition pour obtenir l'administration de ces terres ». Enfin, « Šalom » concluait en se démarquant de la « campagne anti-bulgare » (menée par les voisins macédoniens). Interrogé sur l'attitude des citoyens macédoniens, grecs ou serbes envers les Juifs déportés, Maksim Benvenisti commentait par ailleurs, sibyllin : « Laissons les historiens approfondir cette question. Avant tout – les historiens macédoniens et grecs. (...) Je peux seulement dire une chose : les Juifs bulgares ont été très étroitement intégrés au peuple bulgare. Près de 1 000 Juifs sont morts sur le front lors des guerres menées par la Bulgarie – la guerre balkanique, la guerre entre alliés [i.e. la seconde guerre balkanique de 1913], et la première Guerre mondiale »⁹². Que retenir de cette position officielle ? L'optimiste y verrait la preuve qu'un cheminement vers la conciliation entre mémoires conflictuelles a été amorcé ; le pessimiste soulignerait que cette posture demeure prisonnière des liens non dénoués entre « question juive » et « question macédonienne »⁹³.

*

Au terme de cette enquête s'impose un constat modeste, banal sans doute : en Bulgarie comme en Macédoine, l'écriture de l'histoire continue à être « mue par le souci du présent »⁹⁴. Mais cette dépendance du passé par rapport au contemporain représente ici un défi singulier dans la mesure où l'établissement des faits, la patiente administration de la preuve, en sont à leurs commencements. Longtemps entravé par les divisions de la guerre froide, l'inaccessibilité de certaines archives, le relatif désintérêt des chercheurs, la documentation des persécutions antijuives dans les territoires sous administration bulgare a reçu une impulsion majeure au cours de la dernière décennie. L'œuvre critique et érudite des historiens ne peut que souffrir de la scandalisation du passé à laquelle acteurs publics et privés se sont livrés (souvent, d'ailleurs, avec la contribution d'historiens professionnels). Ainsi que j'ai tenté de le démontrer, les débats sont devenus plus âpres à mesure que s'élargissait la gamme des protagonistes aux savoirs et agendas distincts. Le croisement entre logiques locales, régionales, européennes et internationales a entraîné les contentieux en des périples venteux.

91 « Maksim Benvenisti : Deportacijata na evreite ot Trakija, Makedonija i Pirot e izvršena ot bālgarskata pronacistka vlast » [Maksim Benvenisti : La déportation des Juifs de Thrace, de Macédoine et de Pirot a été accomplie par le pouvoir pronazi bulgare], *Agencija Fokus*, 21.04.2012.

92 Ibid.

93 Ce lien est justement relevé dans Holly Case, op. cit.

94 François Hartog, *Evidence de l'histoire. Ce que voient les historiens*, Paris : Gallimard, 2005, p.35.

■ **NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES SUR L'HISTOIRE / Nadège Ragaru**

Derrière les lignes de confrontation bulgaro-macédoniennes, l'analyse a par ailleurs discerné l'existence d'affinités dans les représentations de l'H/histoire comme dans les techniques de visualisation et de remémoration du passé. Il n'est pas à exclure que ces parentés dialoguent avec les proximités historiques entre des territoires qui furent intimement liés, y compris dans les déchirures d'un ^{xx}e siècle post-impérial. L'écriture et la commémoration de la guerre ne furent pas les seules victimes de ces violences. Les destinées mêmes des communautés juives furent conditionnées par des entreprises d'affirmation nationale d'autant plus ardentes que les identités des individus étaient plurielles et le tracé des frontières labile. En dernier ressort, les controverses bulgaro-macédoniennes nous parlent d'expériences vécues dont les significations ne sauraient être réduites aux cadres nationaux dans lesquels on cherche à les sertir. À ces œuvres de nationalisation, nourries par les mobilisations diasporiques et inscrites dans un moment mémoriel global, s'oppose l'irréductible complexité des biographies singulières. L'écriture de la Shoah dans les territoires gouvernés par la Bulgarie s'enrichirait dès lors de renoncer aux découpages nationaux pour s'employer à restituer des parcours inséparablement divisés *et* croisés.

CITER CET ARTICLE

Nadège Ragaru « NATIONALISER LA SHOAH ? LES ENJEUX IDENTITAIRES DES CONTROVERSES BULGARO-MACÉDONIENNES SUR L'HISTOIRE »

in : Nadège Ragaru (dir.), *La Shoah en Europe du Sud-Est : les Juifs en Bulgarie et dans les terres sous administration bulgare (1941-1944)*. Actes du colloque des 9 et 10 juin 2013, éditions du Mémorial de la Shoah [En ligne], p. 138-161, mis en ligne le 28/07/2014. ISBN 978-2-916966-68-7

<http://www.memorialdelashoah.org/index.php/fr/programme-des-activites/colloques/actes-de-colloques>